

termination pour aller le faire absorber par celui que vous iriez conquérir.

Qui ne le voit en effet, messieurs? Si vous parvenez à refouler l'allemand au-delà des montagnes du Tirol, le Piémont ne deviendra plus qu'une province du nouvel État, dont Milan forcément, bon gré ou malgré, deviendra la capitale au préjudice de cette magnifique ville de Turin (*Rumori*), plus magnifique encore par l'excellence de ses loyaux et généreux habitants, que par la beauté de ses monuments, et croyez-le bien, messieurs, tout cela ne se ferait pas sans de violentes secousses intérieures dans le jeune royaume de la Haute Italie.

Ici donc, messieurs, se présentent ces deux questions: voulez-vous la guerre pour un agrandissement de territoire, ou la voulez-vous pour une question de principes? Si vous la voulez pour un agrandissement de territoire, vous poursuivez une chimère, car ce beau rêve de l'unité gouvernementale de l'Italie n'est qu'une magnifique utopie dans l'état des esprits et des intérêts de l'Italie actuelle.

Cette question, messieurs, est jugée par tous les hommes d'État et par tous les publicistes de l'Europe.

**IL PRÉSIDENTE.** Je ferai observer à l'orateur que puisqu'il y a une loi qui réunit la Lombardie au Piémont, on ne peut pas mettre en doute cette réunion.

**GIRARD.** Si vous voulez la guerre pour une question de principes, pour le seul avantage de porter la liberté aux Lombards-Vénitiens, alors, messieurs, vous avez pour défendre cette noble et grande idée la médiation de deux puissantes nations qui s'y entendent en fait d'honneur et de liberté. La France et l'Angleterre, en vous offrant généreusement leur médiation, ne l'ont pas fait sans être bien décidées à amener un résultat honorable, car elles sont trop soigneuses de leur propre dignité pour ne pas jeter leurs glorieuses épées du côté où il y aurait le droit et la faiblesse relative.

De cette manière, messieurs, vous seriez arrivés à être les libérateurs de la belle Italie, sans qu'il en ait coûté tant de larmes et tant de douloureux sacrifices à notre chère patrie.

Ce n'est pas, messieurs, que je désapprouve les préparatifs militaires que le Gouvernement a dû faire; je trouve au contraire qu'il a agi sagement. Une attitude fière et décidée était seule digne du pays. Le moment opportun de recommencer la guerre, les moyens de la soutenir, les alliances que vous aurez contractées pour obtenir un résultat heureux, ce sont là, messieurs, des soins auxquels vous avez dû pourvoir; l'avenir seul dira si vous avez bien calculé vos moyens avec la grandeur du but que vous voulez atteindre. Quant à moi, je crois que la postérité ne vous pardonnerait cette guerre, qu'autant que la France ou l'Angleterre vous aideraient, ou à moins que, ce qui est impossible, elle vous imposent des conditions humiliantes pour la nation, inefficaces pour l'Italie. Alors mieux vaudrait une mort glorieuse, que la honte du déshonneur.

J'ai à présent, messieurs, à vous parler de la Savoie. Cette question est brûlante et par conséquent très délicate à traiter. Je vous en entretiendrai avec cette franchise que l'on a toujours reconnue à ma nation. M. Chenal vient de vous en donner la preuve; il vous a dit tout ce qu'il avait sur le cœur. Heureusement pour la Savoie, ce ne sont que des préventions de sa part. Ne craignez pas qu'aucune de mes paroles ne soit hostile au Piémont, et tende à désunir deux peuples qui ont depuis longtemps de trop puissants liens d'affection pour qu'ils puissent se haïr jamais.

Veuillez, messieurs, me prêter une indulgente attention. Je serai bref.

Lorsque notre magnanime souverain partait pour la sainte

guerre de l'indépendance italienne, la Savoie, généreusement émue de la noblesse du but, entraînée par un sentiment de sympathie qui la portait à suivre les destinées du Piémont qu'une union de plusieurs siècles lui semblait devoir rendre communes, la Savoie se dissimula à elle-même que son bonheur et son intérêt ne lui commandaient pas cette guerre.

La liberté, dans ses premiers jours, avait réveillé chez elle ce sentiment de nationalité qui est toujours vivace dans le cœur de tous les Savoisiens; mais la Savoie se fit de son amitié pour sa sœur d'outre-monts un voile dont elle couvrit sa nationalité, que les siècles d'une vie commune n'ont cependant pu identifier avec celle du Piémont.

Ses généreux enfants ont compris tout ce qu'il y avait de grandeur et de noblesse dans cet oubli de la mère-patrie, de ses intérêts matériels, pour ne songer qu'à la gloire de concourir à la délivrance de la belle Italie, et leur sang glorieusement versé dans les plaines de la Lombardie a été la ratification de ce dévouement sublime que l'histoire enregistrera à la gloire de notre chère Savoie.

La Savoie a tout sacrifié pour cette noble cause, qui est celle de toutes les nationalités, celle de la liberté des peuples; mais aujourd'hui, en lui conservant toutes les sympathies, elle se voit forcée d'avouer qu'elle est arrivée à cette extrémité dont vous parlez dans l'adresse en réponse au discours de la Couronne, et qu'elle ne peut pas continuer des sacrifices au-dessus de ses forces.

Eh! messieurs, qui osera lui en faire un reproche? Ce ne sera pas la nation, dont les acclamations ont été une juste appréciation de ses sacrifices et de la valeur déployée par ses enfants. . . . Sera-ce l'histoire? . . . Non, messieurs, elle dira ce que la Savoie a fait, et n'aura que de magnifiques pages pour célébrer sa générosité et son dévouement.

Et d'ailleurs, messieurs, pourquoi la Savoie s'imposera-t-elle de sacrifices dont elle peut demander d'être exemptée, sans manquer à l'honneur, sans manquer au devoir, ni même à l'amitié que le temps a cimenté entre elle et le Piémont? C'est que, messieurs, la position géographique de la Savoie, ses mœurs et ses intérêts (vous ne pouvez le nier, ou bien vous nieriez la lumière) font de la Savoie un peuple à part du vôtre, et convenons-en, messieurs, avec sincérité et bonne foi, la Savoie est-elle plus italienne que la Lombardie n'est autrichienne? Unis pendant plusieurs siècles, il y a certainement entre nous, comme individus, de puissants motifs de confiance, de sympathie d'intérêts; mais fusion de nationalité. . . . il n'y en a jamais eu (*Bisbiglio*), parce qu'il ne peut y en avoir: la nature s'y oppose.

La Savoie a pu, dans des temps de calme, où aucun intérêt puissant ne venait démontrer la différence de nationalité, la Savoie a pu alors la laisser s'effacer cette différence; mais aujourd'hui, ne vous y trompez pas, le mouvement qui se fait chez elle est un retour à son antique nationalité, et ce n'est pas lorsque des peuples entiers font d'héroïques efforts pour recouvrer la leur, ce n'est pas lorsque vous allez vous-mêmes arracher des serres de l'aigle autrichienne celle de la Lombardie et de l'héroïque Venise, ce n'est pas vous, messieurs, qui seriez bien vus aux yeux de l'Europe de contester à la Savoie, si elle le discutait, le droit imprescriptible de reconstituer la sienne.

La Savoie ne veut pas en venir là si vous faites de manière que nous restions unis par des liens d'honneur et de loyauté, par la réciprocité d'intérêts équitablement balancés, par une satisfaction honorablement donnée à notre amour propre national; alors, messieurs, cette union de tant de siècles se perpétuera et se cimentera encore davantage par la connaissance